

La dhimmitude des évêques à l'égard du monde

Author : Maximilien Bernard

Categories : [Conférence épiscopale](#), [En Une](#), [Perepiscopus](#), [Points non négociables](#), [Relativisme](#)

Date : 27 février 2014



Sur son blogue, [Sandro Magister](#) pointe le danger qui guette le prochain synode sur la famille. Il s'agit du même danger que celui qu'avait dénoncé **Benoît XVI** à propos du Concile Vatican II :

"Il y avait le concile des Pères – le vrai concile – mais il y avait aussi le concile des médias. C'était presque un concile en soi et le monde a perçu le concile à travers eux, à travers les médias."

Et l'on sait hélas ce que cela a donné. Avec le synode sur la famille, il est en train de se produire la même chose avec le matraquage médiatique en cours visant à cautionner les diverses dénaturations du mariage, en commençant par la reconnaissance des adultères publics que sont les "divorcés-remariés".

Mais l'article de Sandro Magister pointe un autre problème, qui est celui de la soumission au monde de l'épiscopat français, après avoir combattu. Une fois le combat perdu, l'épiscopat se

range derrière la loi :

"C'est un paradigme qui est en train de modifier également la présence de l'Église sur la scène publique, là précisément où la famille est soumise aux défis les plus cruciaux.

On en trouve un symptôme dans un article publié dans le dernier numéro de "La Civiltà Cattolica", la revue des jésuites de Rome qui a vu se développer, sous le pontificat du pape jésuite, son rôle de porte-parole officieux du sommet de l'Église.

L'auteur de cet article, le père **GianPaolo Salvini** – ancien directeur de la revue et grand ami de feu le cardinal **Carlo Maria Martini** – a repêché un document rédigé il y a un an par une commission de la conférence des évêques de France et l'a présenté comme un modèle de présence de l'Église sur la scène publique plus en harmonie avec notre époque.

Certes, ce n'est pas la même vision chrétienne du mariage qui s'impose aujourd'hui dans les différents pays. Mais, d'après "La Civiltà Cattolica", cela ne doit pas être pour l'Église un point de départ pour une "polémique féroce" ou pour une condamnation :

"Nous ne devons pas avoir peur que nos modes de vie n'entrent en contradiction avec les normes en vogue dans la société actuelle. L'important est que notre témoignage apparaisse non pas comme un jugement porté sur les autres, mais comme une manifestation de cohérence entre notre foi et nos actes. De cette façon, il sera possible de fournir un apport constructif même à la société dans son intégralité".

Pendant une courte période, les évêques de France, lorsqu'ils avaient pour président **André Vingt-Trois**, l'archevêque de Paris, s'étaient engagés avec vigueur dans le combat contre la révolution sexuelle voulue par le président **François Hollande**. Et Benoît XVI leur avait apporté son plein appui dans le discours incisif par lequel il avait, pour la dernière fois, présenté ses vœux à la curie romaine, le 21 décembre 2012.

Mais ensuite, une fois que le mariage homosexuel est devenu légal, les évêques français se sont retirés de la scène publique, en dépit du fait que les rues continuent à être pleines de gens, catholiques, juifs, musulmans, agnostiques, qui sont opposés à cette loi et à d'autres du même genre.

Les évêques de France ont remplacé la mentalité de minorité créative et combative par une mentalité de minorité de pur témoignage, satisfaite des "éléments positifs contenus dans les raisons des autres" et étrangère aux condamnations : "Qui suis-je pour juger ?".

Voilà pourquoi ils ont reçu les applaudissements des jésuites de Rome, qui les ont choisis comme modèle pour l'Église universelle, avec l'imprimatur des autorités vaticanes et, en définitive, du pape.

Avec le risque, si l'on s'en tient à ce modèle, de voir s'instaurer entre l'Église et les pouvoirs mondains un rapport non pas de dialogue mais de soumission, comme c'est le cas pour les "dhimmis" dans une société musulmane.